



Editorial : Au secours "Jeune Afrique" ?  
P.2



Djibouti Télécom : les usagers se plaignent  
P.3



La vice-présidente Harris insiste sur la démocratie durant sa visite en Afrique  
P.6



États-Unis d'Amérique : l'ancien président Donald Trump inculpé  
P.7



Récit : Asli et les siens (Suite)  
P.8

## Iran et l'Arabie Saoudite normalisent leurs relations diplomatiques



**Mahamoud DJAMA**

Après la rencontre historique du 10 mars 2023 à Pékin, Téhéran et Ryad, opèrent un rapprochement inattendu le jeudi 6 Avril 2023 en déclarant l'ouverture de leurs ambassades respectives d'ici mi-mai. Sous la houlette de Pékin, l'Iran et Arabie Saoudite ont surpris le monde diplomatique pour reprendre et de mettre en œuvre des accords des coopérations économiques et sécuritaires signés, il y a plus de 20 ans.

De son côté, Pékin se positionne comme un acteur de paix et de stabilité pour la région par rapport à d'autres et en particulier un qui est en concurrence direct avec la chine.

Et, pour sceller la réconciliation entre les deux puissances du moyen orient, ce sont les ministres iranien et saoudien des affaires étrangères qui étaient au tour de la table. Ils ont déclaré dans un communiqué en commun : « Les deux parties ont convenu de développer leur coopération dans tous les secteurs, afin d'assurer la sécurité et la stabilité de la région ».

La chine de son côté se félicite de vouloir travailler : « avec les pays (de la région) pour mettre en œuvre des initiatives (...) Afin de promouvoir la sécurité et le développement » d'après un porte-parole de la diplomatie chinoise, Mao Ning.

Il faut rappeler que les deux pays avaient rompu leurs relations diplomatiques au début de 2016. Et, depuis, les deux puissances ont multiplié les hostilités de l'un vers l'autre en s'impliquant sur les conflits régionaux comme en Syrie, Yémen, Liban ou en Irak.

Jusqu'à cette fameuse rencontre du 10 mars à Pékin provoquant un retournement de situation inédite dans la région.

Et, d'après certains observateurs, la lune de miel entre Téhéran et Ryad n'est pas encore finie et aura son point d'orgue à la fin du mois d'Avril lors de la visite du président Iranien Ibrahim Raissi à Ryad à la fin du mois de Ramadan pour répondre à l'invitation du Roi Salmane d'Arabie Saoudite.

A suivre■

## EDITORIAL: Au secours "Jeune Afrique" ?



**Mahamoud DJAMA**

**J**eune Afrique. Tout un sujet. Au-delà de la contradiction dans les termes que comporte le nom de ce journal -l'Afrique, berceau de l'humanité, ne peut être qualifiée de jeune- il soulève bien des questions comme organe de presse, notamment au plan déontologique. C'est un titre de presse aussi connu que controversé sur le continent africain.

Depuis qu'il a été fondé par le défunt Bachir Ben Yahmed en 1960, année qui a vu plusieurs pays africains colonisés proclamer leur indépendance, "Jeune Afrique", basé à Paris, écrit sur l'Afrique, surtout en sa partie dite francophone. Il vit d'elle.

Parmi les accusations récurrentes qui lui sont portées, la plus grave est d'être l'ami des dictateurs africains. Il est accusé d'échanger du contenu complaisant contre des valises de billets de banque.

Ismail Omar Guelleh, dont

la réputation d'autocrate n'est plus à faire, est classé parmi les amis intéressés de "Jeune Afrique". En tout cas, la publication fréquente le sol djiboutien, du moins la capitale et ses hôtels les plus confortables. Elle écrit beaucoup sur le pays, se gardant d'évoquer les sujets qui fâchent et d'employer les mots qui ne le font pas moins. Sous sa plume, Djibouti ne ressemble pas à Djibouti, ce qui passe difficilement inaperçu. D'autant que les autres acteurs djiboutiens, qu'ils soient de l'opposition ou de la société civile, n'ont pas accès à ses colonnes. En dehors de tel ou tel modeste droit de réponse publié sur insistance de son auteur. Tout ce, malgré l'engagement à l'ouverture de son défunt patron qui a notamment écrit le 4 avril 2011 : "Je pense effectivement que le débat démocratique gagnerait à ce que l'opposition de votre pays puisse se faire mieux entendre chez nous à l'avenir".

Cette semaine, en son édition n°3123 d'avril 2023, l'hebdomadaire a publié une

interview d'Ismail Omar Guelleh. Un papier aux petits soins où l'homme tente de se montrer serein et en contrôle.

Ni le temps ni la teneur de cet entretien ne sont anodins. Le temps d'abord, car il est publié à un moment où l'homme

---

*"Qui est emporté par un torrent d'eau s'accroche même à la mousse", dit un dicton somali. Alors, Guelleh, "au secours Jeune Afrique" ?*

---

se trouve en mauvaise posture à la fois en son pays et dans la région. Il est à la fois isolé et critiqué sur la scène régionale, notamment pour son présumé rôle négatif dans la crise en SSC, au Somaliland. Il n'est pas moins décrié à l'intérieur de Djibouti où les sujets qui l'accusent ne manquent pas. Dernière illustration en date : sa énième mascarade élec-

torale organisée le 24 février 2023. En l'absence de la Commission électorale nationale indépendante paritaire (CENI) et des électeurs qui ont plus que massivement boycotté son "scrutin". La teneur ensuite, car plusieurs propos et sujets ont manifestement été choisis pour créer de la diversion et, autant que faire se peut, détourner l'attention publique de lui. Ses petites affirmations sur l'opposition djiboutienne et sa déclaration défavorable à la reconnaissance internationale du Somaliland en sont. Les premières pour la consommation locale et la seconde pour celle régionale, particulièrement somalienne.

"Qui est emporté par un torrent d'eau s'accroche même à la mousse", dit un dicton somali. Alors, Guelleh, "au secours Jeune Afrique" ? ■

# Djibouti Télécom : les usagers se plaignent



**Mouna Ali**

**D**jibouti Télécom ou Djib Télécom, voilà un nom familier aux Djiboutiens et autres étrangers résidant au pays. C'est une société d'État. Elle est issue de la séparation en deux de l'établissement public dénommé Office des postes et télécommunications (OPT). Cette séparation a été menée en mars 1998 par voie de loi. C'était la veille de la prise du pouvoir d'État, en mai 1999, à travers un hold-up-électoral, par un certain Ismail Omar Guelleh.

Comme les télécommunica-

---

*Djib Télécom a vu nommé à sa tête un cadre des télécommunications, ingénieur de formation, sorti de Sup-Télécom, l'école supérieure française du secteur.*

---

tions étaient la partie rentable de l'OPT, la poste se retrouvait orpheline, sans ressources suffisantes pour survivre. D'où l'octroi de subventions en sa faveur par les mêmes télécom-

munications baptisées Djibouti Télécom. L'appellation n'est pas sans en rappeler une autre : France Télécom. On le voit, ses auteurs n'ont pas sollicité les ressources de l'imagination locale pour nommer la nouvelle entreprise d'État.

Djib Télécom a vu nommé à sa tête un cadre des télécommunications, ingénieur de formation, sorti de Sup-Télécom, l'école supérieure française du secteur. Professionnellement compétent, Abdourazak Ali Abaneh dit Arsène pensait pou-

voir faire briller la société publique. Afin de mener à bien son ambition pour elle, il comptait sur Ismail Omar Guelleh dont il était partisan. Il rêvait d'un avenir de puissant patron des télécommunications nationales et de conseiller apprécié du gouvernement en la matière. C'était mal connaître Guelleh et sa famille : ils n'aiment pas partager, et pas seulement le pouvoir. Il n'est donc pas resté longtemps en poste. Qui a eu sa tête : lui ou elle ? La question demeure.

## Actualités Nationales

### Mouna Ali

Lui ont succédé plusieurs autres directeurs généraux. Abdourahman Mohamed Hassan dit Din Mohamed Kamil Ali et l'actuel Mohamed Assoweh Bouh dit Faysal en sont. Ce sont tous d'anciens cadres en vue de l'OPT. Mais aucun n'a pu faire des télécommunications djiboutiennes le fleuron national attendu et un pôle économique d'excellence.

Tout cela, malgré le cap montré par leur défunt aîné Youssouf Ali Chirdon, un des premiers diplômés djiboutiens de l'université et premier directeur général postcolonial de l'OPT, devenu plus tard ministre de l'intérieur, chargé des télécommunications. Il avait jeté les bases du développement des télécommunications nationales, mettant notamment l'accent sur la formation des cadres et l'investissement. Le projet phare des câbles sous-marins est l'une de ses réalisations emblématiques.

Il faut dire que les priorités d'Ismail Omar Guelleh et de sa famille ne sont pas celles de la Nation. Pour ces derniers, l'État et ses joyaux sont une chamelle dont ils se réservent les mameilles. A l'écart ou à leur service, les autres ! Alors, Djib-Télécom est devenue leur chose. Nombreuses sont les prédatations frappant la société d'État et attribuées à la famille de Haramouss. Cela va de la fourniture des services Internet au camp militaire américain Lemonnier de Djibouti-ville à la monnaie numérique D-Money, en passant par les marchés injus-

tifiés et autres ponctions directes. Ne parlons même pas des salaires sans cause distribués à des obligés de l'autocratie.

C'est dans ce contexte que nous essayons de nous pencher sur un phénomène qui va s'aggravant. Il s'agit des plaintes des usagers de Djibouti Télécom, particulièrement les Djiboutiens. Ces derniers sont nombreux à se plaindre.

Ils se plaignent de la cherté des technologies de l'information et de la communication. Qu'il s'agisse de l'Internet ou du téléphone, ils les jugent trop chers. "Les données mobiles sont trop chères, le téléphone classique aussi", lâche un vieux Djiboutien qui a espéré que, à l'ère d'Internet, les pratiques tarifaires s'adoucieraient. En effet, à l'aune des revenus du plus grand nombre des Djiboutiens, devenus pauvres à des degrés divers, ni la tarification des données mobiles ni celle des abonnements au Wifi ne favorisent un accès démocratique. Beaucoup de nationaux estiment que les prix pratiqués par Djib Télécom sont même plus élevés que ceux appliqués de l'autre côté des frontières, par exemple en Éthiopie ou au Somaliland, pourtant alimentés par cette même société djiboutienne d'État grâce à ses câbles sous-marins et autres fibres optiques.

A cette cherté, s'adjoint un problème de qualité, pointé de manière récurrente. Rapportons-le sans détour, les services de

Djibouti Télécom sont jugés de mauvaise qualité. Par exemple, le débit de l'Internet est estimé lent, même lorsqu'il est labélisé haut débit. "Je suis abonné au haut débit mais il n'a de haut que le nom", a dit un cadre djiboutien interrogé par La Voix de Djibouti. C'est pourtant un service vendu comme du haut de gamme. La situation n'apparaît pas meilleure au niveau des données mobiles. Elles sont souvent lentes et ne garantissent pas une connexion continue. La connexion est ici sujette à perturbations. Il lui arrive fréquemment de disparaître et de réapparaître. Dans plusieurs quartiers urbains, que ce soit dans la capitale Djibouti-ville ou en province, comme dans de nombreuses localités rurales, "c'est la galère", pour reprendre l'expression qu'a employée un usager lors de notre enquête. Et ce n'est pas spécifique aux secteurs les plus pauvres, comme en témoigne le cas du quartier Gachamaleh de la capitale qui figure parmi ceux où l'on mange encore à sa faim.

Viennent ensuite la surveillance et la censure de la Toile ou Internet. Il est de notoriété publique que plusieurs sites web sont interdits à Djibouti. Ce sont les sites jugés subversifs tels que ceux de l'opposition. Le site du plus ancien parti d'opposition, le MRD, a toujours été inaccessible depuis le sol djiboutien. Il en est de même pour le site de La Voix de Djibouti (LVD), notre média basé à Paris, en France. Mais même l'accès à un réseau social

comme Facebook a été bloqué. Il l'est depuis quelques années déjà. Au début, c'était temporaire et décidé pour un motif d'ordre public : empêcher la propagation de messages d'incitation à la haine et à la violence lors de heurts intercommunautaires en 2021. Mais la mesure est restée en vigueur bien-au-delà de la fin des affrontements. Des violences auxquelles, affirment certains observateurs, le bras sécuritaire du pouvoir n'était pas étranger. Quant à la surveillance des usagers de la Toile, elle est constante. Pour les internautes critiques du pouvoir, elle peut rapidement se traduire par des messages d'intimidation et autres piratages de comptes.

**Mouna Ali**

Enfin, les usagers dénoncent ce qu'ils appellent l'escroquerie aux crédits. Selon nombre d'entre eux, les crédits de données mobiles achetés à Djibouti Télécom, au moyen de cartes prépayées, ne sont pas toujours disponibles. Parfois, les chiffres obtenus au grattage se révèlent invalides. D'autres fois, les crédits disparaissent après recharge, en tout ou partie, ou les cartes donnent

moins de crédits que prévu.

Tout cela fait beaucoup et soulève bien des questions. Mais il ne nous a pas été possible, comme toujours dans ce pays où les médias libres n'ont pas droit de cité, de contacter avec succès la direction de Djibouti Télécom, ou son ministère de tutelle, celui de la communication, des postes et télécommunications. Nous les interpellons donc ici. Nous interpellons, par ordre hiérarchique, le

ministre, Monsieur Radwan Abdillahi Bahdon, et le directeur général de Djibouti Télécom, Monsieur Mohamed Assoweh Bouh.

Que dites-vous, Messieurs, de tous ces griefs ? Que dites-vous aux usagers ? Ne seriez-vous que des personnages de paille, exécutant les volontés de vos "puissants maîtres" et ramassant ici ou là des miettes par eux laissées pour votre enrôlement dans le

monde putride de la corruption, comme l'affirment de nombreuses sources ? Nous vous attendons. A suivre. ■

# Traduit de l'anglais avec VOA : "La vice-présidente Harris insiste sur la démocratie durant sa visite en Afrique

**Osman Robleh**

**A** la veille de sa rencontre avec l'unique Chef d'État féminin en Afrique (Samia Suluhu de Tanzanie, ndlr), la vice-présidente Kamala Harris (États-Unis, ndlr) a déclaré mercredi (29 mars, ndlr) que d'avoir plus de femmes au pouvoir est un ingrédient clé pour la santé démocratique. Sa rencontre intervient au moment où Washington abrite son second sommet jamais tenu sur la démocratie. Harris a

dit que, dans une démocratie saine, l'occupation de positions de pouvoir par des femmes devrait être quelque chose de banal et non rare et digne d'être annoncée comme une information, comme sa propre ascension l'a été. ..."S'agissant spécifiquement de ce continent et de la corrélation entre cela et la capacitation des femmes, il ne fait aucun doute que lorsque vous avez de la transparence dans les systèmes, de la reddition des comptes dans les systèmes, lorsque vous créez un

système où l'État de droit est important et que l'égalité en droits est défendue et protégée, vous voyez une plus grande capacitation de tous, y compris des femmes, spécialement si vous avez été laissé à la traîne ou que vous voyez d'extrêmes inégalités" a-t-elle dit. "Donc il y a une corrélation là, et nous allons continuer à travailler dessus, sachant qu'ils sont inter-reliés". C'est là un des objectifs du sommet largement virtuel de Washington, qui est co-hébergé par le Costa Rica, les

Pays-Bas, la Corée du Sud et la Zambie" (VP Harris Stresses Democracy during Africa Visit)■



# Traduit de l'anglais avec Reuters : "Le Vatican répudie la "Doctrine de la découverte" de l'ère coloniale

**Waberi Osman**

**L**e Vatican a, jeudi (30 mars 2023, ndlr), formellement répudié la "doctrine de la découverte" de l'ère coloniale, utilisée des siècles durant pour justifier les conquêtes européennes de l'Afrique et des Amériques, soulignant qu'"elle ne fait pas partie de l'enseignement de l'Église catholique". Le Vatican a reconnu dans une déclaration de ses départements de la culture et du développement humain que des documents papaux du 15ème siècle étaient utilisés par les puissances coloniales pour légitimer leurs actes, y compris d'esclavage. Les

départements ont spécifiquement mentionné les bulles papales Dum Diversas (Jusque Différent) de 1452, Romanus Pontifex (Le Pontife Romain) de 1455 et Inter Caetera (Entre Autres Choses) de 1493... Ces départements du Vatican ont admis que les bulles, qui ont donné couverture politique aux conquêtes portugaises et espagnoles en Afrique et aux Amériques, "ne reflétaient pas adéquatement l'égalité en dignité et en droits des peuples indigènes". "C'est juste pour reconnaître ces erreurs, reconnaître les terribles effets des politiques d'assimilation et la peine vécues par les peuples

indigènes, et demander pardon", ont-ils déclaré. ...En 2007, Le prédécesseur du pape François, Benedict XVI, a publié un livre qui condamnait les pays riches pour avoir pillé et ravagé sans merci l'Afrique et d'autres régions pauvres et pour avoir exporté le "cynisme d'un monde sans Dieu". (Vatican Repudiates Colonial-Era



# États-Unis d'Amérique : l'ancien président Donald Trump inculpé



**Waberi Osman**

Inculpé jeudi 30 mars par un grand jury, l'ancien président américain, Donald Trump, s'est présenté, mardi 4 avril 2023, au tribunal de Manhattan, à New York, où ont été portées à sa connaissance les accusations que le procureur Alvin Bragg a retenues contre lui. Il a été photographié, subi des relevés d'empreintes et formellement mis en accusation. Il devient ainsi le premier ancien président américain à être inculpé par un grand jury. Cette inculpation ouvre la voie à un procès qui pourrait se tenir en janvier 2024.

Donald Trump est poursuivi pour avoir falsifié à trente-quatre reprises les documents comptables de son groupe, la Trump Organization, "afin de dissimu-

ler aux électeurs américains des informations dommageables et une activité illégale avant et après l'élection [présidentielle] de 2016", indique un communiqué du procureur. Celui qui allait être le candidat républicain à l'élection présidentielle de 2016 a, apprend-on, imaginé, avec son entourage, un "stratagème" appelé "attraper et tuer" ("catch and kill"). Il l'a utilisé plus d'un an avant le scrutin pour empêcher toute révélation négative sur sa vie privée. Concrètement, il a acheté le silence des témoins gênants.

Dans son communiqué, le procureur précise qu'entre "août 2015 et décembre 2017", l'ex-président a organisé le versement d'une série de paiements à trois personnes. Il s'agit d'un portier de la Trump Tower affirmant dé-

tenir des secrets sur un enfant hors mariage et qui a reçu 30 000 dollars contre son silence, d'une supposée ancienne maîtresse qui a reçu 150 000 dollars pour demeurer discrète et d'une actrice pornographique qui, contre 130 000 dollars, s'est engagée à ne rien révéler d'une supposée relation extraconjugale.

## *Ces développements dans les ennuis judiciaires de Donald Trump risquent d'être suivis d'autres,*

Donald Trump a plaidé non coupable. Il est ressorti libre du tribunal, sans contrôle judiciaire. L'un de ses avocats, Todd Blanche, a promis de combattre une "triste" inculpation "toute faite".

L'enquête a été ouverte en août 2018 par Cyrus Vance Jr., procureur du district de Manhattan de l'époque. Elle a été reprise en été 2022 par son successeur, Alvin Bragg. L'investigation cherchait, entre autres choses, à vérifier si l'ancien président républicain était coupable d'une fausse déclaration, une infraction mineure, et surtout de manquement aux lois sur le financement électoral, un délit pénal, par l'omission dans ses frais de campagne électorale d'un paiement de 130 000 dollars, en 2016, à l'actrice et réalisatrice de films pornographiques Stormy Daniels.

Ces développements dans les ennuis judiciaires de Donald Trump risquent d'être suivis d'autres, car les accusations retenues contre lui sont à la fois lourdes et nombreuses ■

# Nos lecteurs ont du talent

## Récit : Asli et les siens (Suite)



C'est avec confiance qu'il se présente aux épreuves du baccalauréat, ce qui ne signifie pas absence totale de stress. Un examen reste un examen, même pour les mieux préparés comme lui. Entre les oraux et les écrits, entre les diverses disciplines au programme, le travail à fournir n'est pas mince. Il le sait et fait de son mieux aux épreuves qui se succèdent à rythme soutenu. De chacune d'elle, il ressort sans sentiment d'échec. Il est convaincu d'avoir bien réussi, sauf peut-être en sport où il n'a jamais brillé. Il est toujours resté élève moyen en éducation physique et sportive. "Tu ne peux pas tout avoir", le raillent ses camarades à ce sujet.

classe surnommé S. Le père de celui-ci les a conduits à bord de son véhicule de fonction.

L'assistance est multicolore et multiculturelle. Au comptage rapide, les Djiboutiens ne dominent pas mais sont nettement plus nombreux qu'avant l'indépendance. Les Français sont les plus représentés des étrangers. D'ailleurs, épreuves et jury du baccalauréat restent encore français ici. C'est l'académie de Lyon qui est à l'œuvre cette année.

---

*A son tour, il est proclamé reçu, une mention haute en prime. Pour autant, sa joie ne jaillit pas. Ni son, ni geste.*

---

Contrairement à d'autres, qui sont sensibles au sur-ensoleillement estival de ce début d'après-midi, Da ne porte ni turban, ni casquette, encore moins un chapeau. Il promène tranquillement son regard sur les personnes que regroupe ce moment fort du seul lycée du pays. A l'observation, il constate que les individus présents sont assez représentatifs de l'humanité, à la fois diverse et unique.

Soudain, un mégaphone grésille, figeant candidats et accompagnants. Da les voit suspendus

aux lèvres de l'officiel venu lire, par séries, les résultats. Monté sur une estrade, l'homme commence à prononcer les noms des reçus à travers le porte-voix que lui tend un technicien.

Dans le silence angoissé qui s'empare du public bigarré, chaque nom résonne à plein, emplissant l'air ambiant. C'est la série de Da et S, la A, qui ouvre la proclamation. Son camarade est tendu, communiquant son stress à son père, un gentil gendarme aux cheveux poivre et sel dont il est l'aîné. Le fils d'Asli, lui, se sent bien plus serein. Il s'attend à une réussite et se demande seulement quelle mention il aura.

Comme les résultats sont annoncés par ordre alphabétique, le nom de son camarade est lu avant le sien. Le garçon, malgré sa mention "passable", explose d'une joie qui anime sa remarquable corpulence. Il pousse un bruyant "ouais" et, en signe de victoire, lève en l'air ses deux poings fermés. Puis, il s'extrait de la foule pour aller courir plus loin. Le père le suit. Da observe qu'ils ne sont pas les seuls à donner libre cours à leur émotion. Amusé, il lui faut un effort pour maintenir son attention sur ce que débite le porte-voix.

A son tour, il est proclamé reçu, une mention haute en prime. Pour autant, sa joie ne jaillit pas. Ni son, ni geste. Il choisit de

savourer son succès en silence. Il bouge seulement pour retrouver S et son père. L'un et l'autre viennent à sa rencontre, félicitations sonores en avant. Il les en remercie sincèrement.

Avant de reprendre la route pour rentrer, le père propose un rafraîchissement aux deux désormais bacheliers. Ils l'acceptent avec plaisir. Il les dirige alors vers le Paradis des Fruits, un établissement très couru du centre-ville, non loin du lycée d'État. A la réussite, la glace a bien meilleur goût. A suivre■

---

*La proclamation des résultats tombe sur un jour de juin. Malgré la canicule de saison, la cour du lycée est inondée de monde.*

---

La proclamation des résultats tombe sur un jour de juin. Malgré la canicule de saison, la cour du lycée est inondée de monde. Tous les candidats sont là, debout, souvent accompagnés de leurs parents et ou autres proches. Da n'a dérangé aucun membre de sa famille pour lui tenir compagnie. Il est venu avec un camarade de